

**ARRETE PORTANT INTERDICTION DE LA BAIGNADE ET DE LA PECHE A PIED
SUR LES PLAGES DE PENBOC'H ET DE KERBILOUET**

Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU la demande en date du 21/07/2025 émise par Mairie d'Arradon demeurant 2 PLACE DE L'EGLISE 56610 ARRADON représentée par Monsieur LE MAIRE aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.1332-3, L1332-4, D1332-1, D1332-25 et D1332-35 relatifs aux baignades,

CONSIDÉRANT qu'un risque de dégradation de la qualité des eaux de baignade existe en raison des fortes précipitations,

CONSIDERANT les conditions météorologiques et les analyses bactériologiques en date du 20 juillet 2025,

ARRÊTE

Article 1

À compter du 21/07/2025, la pratique de la baignade et de la pêche à pied est interdite jusqu'à ce que le contrôle sanitaire pratiqué présente des résultats conformes selon la directive 2006/7/CE, PLAGE DE PENBOC'H et PLAGE DE KERBILOUET.

Le présent arrêté sera affiché en mairie ainsi qu'au niveau de chacun des accès à la plage

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les Services Techniques.

Article 3

La gendarmerie et les policiers municipaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4

Tout acte de vandalisme qui conduirait à détériorer ce document, destiné à l'information du public et à la protection de la santé de la population, fera l'objet de constats par des procès-verbaux qui seront transmis aux autorités judiciaires aux fins de poursuites.

Fait à Arradon, le 22 juillet 2025

Monsieur le Maire

Pascal BARRET

DIFFUSION:

- Mairie d'Arradon
- La gendarmerie
- les policiers municipaux
- Adjointe au Maire
- Adjoint au DST
- VOIRIE
- Adjoint au Maire

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.